

#Juncker  
Team

UNE COMPOSITION  
EN CLAIR TRES  
OBSCURE



ACCORD UE-CANADA  
ERREUR POLITIQUE  
DE LA COMMISSION



SANTE  
CRISE DE L'ACCÈS  
AUX MÉDICAMENTS



BUDGET 2015  
IRRESPONSABILITE  
DES ÉTATS MEMBRES

# STRASBOURG EN BREF



## L'Europe et le monde

Cette semaine à Strasbourg, le Parlement consacre une bonne partie de son agenda à des questions internationales difficiles : crise en Ukraine et impact de l'embargo russe sur l'agriculture européenne, prochain sommet de l'ONU sur le climat, accord de libre-échange UE-Canada, Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, Ebola, réponse européenne face à l'Etat islamique, conflit israélo-palestinien... Sans oublier le budget 2015 et la préparation du prochain sommet de l'Eurozone, tandis qu'en Ecosse, un référendum au résultat incertain attire tous les regards européens. Dans les multiples tempêtes du monde actuel, l'Europe est plus que jamais l'échelon indispensable au règlement des crises, et la délégation Europe Ecologie sera à nouveau sur tous les fronts.

« *La fusion des portefeuilles du climat & énergie est un mauvais signal envoyé en vue du sommet climat à Paris en 2015* »  
#TeamJunckerEU »

@ClaudeTurmes

## Accord UE-Canada : Erreur politique de la Commission

Déclaration de la Commission sur le CETA - 16/09/2014

Le 25 septembre prochain, l'UE et le Canada devraient officiellement annoncer la conclusion du vaste accord de libre-échange dont les négociations ont été entamées il y a plus de quatre ans. Cet accord – le CETA – préfigure ce que pourrait devenir le TAFTA – l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis en négociation depuis près d'un an. Les écologistes européens ont toujours dénoncé ces accords qui s'attaquent aux normes qui régissent nos modes de vie (protection de l'environnement, de la santé, des consommateurs, etc.) et privilégient les intérêts privés des multinationales aux modes de vie des Européens. Au moment où l'UE souffre d'un tel déficit démocratique, où les opinions publiques sont de plus en plus inquiètes des effets des politiques européennes libérales, la Commission vient par ailleurs de rejeter l'enregistrement de l'initiative citoyenne européenne (ICE) demandant l'arrêt des négociations du CETA et du TAFTA. Le groupe des Verts au Parlement européen demande au nouveau Président de la Commission M. Juncker, conformément à ses promesses faites lors de son audition, de prendre en compte les préoccupations des citoyens en repoussant la signature du CETA et en permettant à l'ICE d'aller de l'avant.

► [Communiqué](#) de Yannick Jadot - 11/09/2014

## Budget 2015 : L'irresponsabilité budgétaire et politique des Etats

Débat sur la proposition de budget 2015 de l'UE - 16/09/2014

Le vote du budget européen est devenu une bataille récurrente entre le Parlement et la Commission d'une part, et les Etats membres d'autre part qui s'obstinent chaque année à en réduire le montant. Alors que l'UE devait faire face à 23,4 milliards de factures impayées fin 2013 (montant qui devrait encore s'aggraver en 2014), les Etats membres veulent réduire les paiements de 2,1 milliards d'euros pour 2015. C'est une irresponsabilité budgétaire qui inscrit l'UE dans une situation de déficit chronique. Mais c'est surtout une irresponsabilité politique de la part des Etats membres qui multiplie d'un côté les sommets pour dit-on s'attaquer au chômage et relancer l'économie européenne, mais refusent de donner à

*« Qui paiera la prochaine crise financière ? » par  
Eva Joly et  
Philippe Lamberts*

Les plus grandes banques européennes seraient fortement déficitaires sans les subventions implicites que leur offre la garantie du contribuable. Pourtant, restant sur leur faim, elles en demandent toujours plus pour financer leur participation aux fonds de résolution nouvellement créés aux niveaux nationaux (pour les pays de la zone euro) et européen. Ces fonds doivent nous protéger, nous le contribuable, de payer une fois encore pour les dégâts causés par une future crise financière.

Le FMI a récemment calculé la valeur de ces subventions implicitement accordées chaque année à ces banques « *too big to fail* ». En raison des garanties implicites des Etats, les plus grandes banques de la zone euro peuvent emprunter presque sans restriction et à des taux incroyablement bas...

A lire sur [Mediapart](#).

« *Commission européenne recrute femmes Commissaires, envoyez vos CV* »



Femmes, préparez-vous : le marronnier de la parité au sein de la commission européenne est de retour, comme tous les 5 ans! Sur ce point, rien n'a changé entre Barroso et son successeur Juncker. En 2009, 9 postes sur 27 avaient fini par être confiés à des femmes, soit un tiers seulement. Cette fois, on nous annonce sur le ton de l'exploit que le statu quo prévaut, et la Commission comptera à nouveau 9 femmes, soit pas une de moins par rapport à 2009. Sauf qu'entre temps, un poste de commissaire supplémentaire a été créé suite à l'entrée d'un nouveau pays dans l'UE. Les femmes ne seraient plus que 9 sur 28. Nous ne pouvons l'accepter!

La suite [ici](#).

l'UE les moyens d'y arriver. Pourtant le budget européen est bien un budget d'investissement dans les territoires (fonds régionaux, fonds social européen, investissements dans les infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunication) et de solidarité envers les citoyens les plus défavorisés en Europe et dans le reste du monde.

## #JunckerTeam : une composition en clair très obscure

Extraits du Communiqué de la délégation - 10/09/2014

Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la Commission européenne, a annoncé le 10 septembre la répartition des portefeuilles au sein de sa nouvelle équipe. Ce résultat est le fruit de plusieurs mois de négociations entre M. Juncker et les États membres de l'UE. Le Parlement européen organisera ensuite entre le 29 septembre et le 3 octobre prochains les auditions des candidats commissaires avant d'approuver ou non en séance plénière en octobre cette nouvelle Commission, qui pourra alors entrer en fonction le 1er novembre. [...]

Les eurodéputé-e-s Europe Ecologie au Parlement européen observent et saluent une plus grande politisation des enjeux autour de cette nouvelle Commission, M. Juncker ayant réussi à convaincre les États membres d'envoyer aux postes de commissaires des candidates et des candidats expérimentés, notamment d'anciens premiers ministres. Les primaires européennes auront permis au Parlement d'imposer le Président de la Commission européenne au Chefs d'état et de gouvernement. Mais cette avancée, proposée par le groupe des Verts, n'est pas suffisante. La composition de la nouvelle Commission montre à l'évidence que M. Juncker a eu les mains liées pour mettre en place une équipe cohérente capable de relever les grands défis de cette mandature, la crise sociale et économique ainsi que le réchauffement climatique.

▶ [A retrouver sur le site EuropeEcologie.eu](#)

## Santé : Crise de l'accès aux médicaments

Déclaration de la Commission européenne - 16/09/2014

L'accès aux soins revient dans le débat parlementaire dans un contexte de tensions autour de la question du prix des

médicaments en France, au Royaume-Uni, en Espagne, et en Grèce notamment. L'un des facteurs de cette nouvelle crise européenne qui point, est le prix demandé pour un nouveau traitement contre l'hépatite C, le sofosbuvir, produit par une firme pharmaceutique implantée dans l'UE dont la cure de 12 semaines coûte entre 50 000 et 60 000 euros par patient. La situation de ce traitement est grave mais est loin d'être un cas isolé puisque cette gamme de prix tend à devenir la norme. La politique d'accès universel aux soins est remise en cause alors même que le nombre de cancers et de maladies chroniques augmente de façon exponentielle partout en Europe, et en France plus qu'ailleurs. Le groupe des Verts/ALE a donc fait pression afin que l'Union européenne réagisse au plus vite à ce rationnement afin de garantir les principes fondamentaux européens que sont le droit à la santé et l'accès au soin.

## Ukraine : Le Parlement européen solidaire

Extraits du Communiqué de la délégation - 08/09/2014

Ce lundi 8 septembre, la commission des Affaires étrangères du Parlement européen vient, à une très large majorité, de soutenir la ratification de l'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine. [...] Au-delà des sanctions économiques contre l'agression russe, la réponse de l'UE doit maintenant se concentrer sur l'accompagnement des réformes démocratiques et économiques en Ukraine. C'est tout l'objet de cet accord d'association, qui prévoit un soutien de l'UE à la mise en place d'un Etat de droit en Ukraine, basé sur les principes de démocratie, de justice et de respect des droits humains et des libertés fondamentales.

Les eurodéputés Europe Ecologie au Parlement européen réaffirment que seule une issue politique et pacifique est viable en Ukraine. Ils appellent donc l'UE et la communauté internationale à mettre en place les conditions d'une démilitarisation sous contrôle international de la zone de conflit, et de la tenue rapide d'élections législatives sur l'ensemble du territoire ukrainien sous observation d'une mission de l'OSCE. En aucun cas un soutien militaire des pays membres de l'OTAN ne constitue une solution au conflit. Ceci ne viendrait que renforcer l'escalade de violence dans la région, et alimenter les crimes de guerres constatés sur le terrain par les ONG. [...]

▶ A retrouver sur le site [EuropeEcologie.eu](http://EuropeEcologie.eu)

*« Le référendum est une réussite européenne » par Pascal Durand*

Si les conséquences juridiques liées à une éventuelle indépendance de l'Ecosse préoccupent nombre d'observateurs et d'analystes, bien peu soulignent l'importance du processus démocratique en lui-même. Pourtant l'Europe démontre ainsi qu'elle constitue un corps vivant qui, pacifiquement, dans un scrutin ouvert, loyal et transparent, peut permettre la modification



des frontières d'un Etat. Le référendum écossais, quelle que soit son issue, constitue une avancée majeure et démontre la maturité des démocraties qui savent donner à un peuple la liberté de disposer de son avenir, loin des mouvements de chars et des bruits des bombes. En ce sens, le référendum de jeudi prochain est déjà une réussite européenne.

La suite [ici](#).

## A notre agenda également...

- ▶ Question orale « Impact sur l'agriculture européenne de l'embargo russe sur les produits agricoles et alimentaires européens » - 15/09/2014 (José Bové)
- ▶ Déclarations de la Commission et du Conseil sur le sommet Climat des Nations-Unies - 16/09/2014 (Yannick Jadot et Claude Turmes)
- ▶ Déclarations de la Commission et du Conseil sur le sommet de l'Eurozone - 17/09/2014 (Philippe Lamberts)
- ▶ Déclarations de la Commission et du Conseil sur le déploiement de l'initiative européenne de la jeunesse - 17/09/2014 (Karima Delli et Ernest Urtasun)
- ▶ Déclarations de la Commission et du Conseil « Réponse de l'UE à l'épidémie Ebola » et résolution - 17/09/2014 (Michèle Rivasi)
- ▶ Déclaration de la Haute Représentante pour les Affaires étrangères « Situation en Irak et en Syrie » - 17/09/2014 (Eva Joly)
- ▶ Déclaration de la Haute Représentante pour les Affaires étrangères « Israël-Palestine après la guerre de Gaza et le rôle de l'UE » et résolution - 17/09/2014 (Ernest Urtasun)

### *Le fil de la plénière*

Storify de la délégation : [storify.com/eurodeputesEELV](http://storify.com/eurodeputesEELV)

### *Nous contacter*

Benjamin JOYEUX, Communication politique et relation presse

Email : [benjamin.joyeux@europarl.europa.eu](mailto:benjamin.joyeux@europarl.europa.eu) / Téléphone : +33 6 23 36 14 15

Facebook de la Délégation : [facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie](https://www.facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie)

Twitter de la Délégation : @eurodeputesEELV

Site de la Délégation : [europeecologie.eu](http://europeecologie.eu)